

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/is

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse- und Info.

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 26/86 V e r t r a u l i c h

Visite officielle de travail à Berne de M. Abdou DIOUF, Président de la République du Sénégal (D.), 19 juin 1986

D. a été reçu par le Président de la Confédération en visite de courtoisie et par le Chef du Département (CFA) pour entretiens officiels suivis déjeuner. Il était accompagné d'une délégation de 8 membres, notamment de Ministre du Plan et de la Coopération, Ministre du Développement social et Vice-Président de l'Assemblée nationale. Entretiens ont porté essentiellement sur avenir de l'OUA, situation en Afrique, relations Est-Ouest et questions domaine relations bilatérales.

1. OUA

D. s'est montré résolument pragmatique en affirmant qu'il ne fallait pas rester dans les clivages idéologiques qui divisent les pays membres OUA. Il faut plutôt résoudre les problèmes essentiels et surtout de nature économique qui les réunissent, notamment apartheid, coopération arabo-africaine, Namibie, etc. Pour les problèmes qui les divisent (conflits régionaux Sahara, Tchad, etc.), il faut trouver un "système de dérivation". (négo-

Letzte
Zeile

1-150 000 24665

Datum: 23.6.1986
Tel. intern 30.53

Visum:

Dodis



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

ciations en dehors de l'OUA.)

2. Situation en Afrique

3 problèmes principaux ont été évoqués: endettement, apartheid en Afrique du Sud et conflits régionaux. Quant à l'endettement, D. s'est félicité de résultats obtenus par la 13ème session extraordinaire de l'AG consacrée à la situation économique critique de l'Afrique. Les pays africains ne se sont pas présentés comme bailleurs de fonds mais il s'agissait plutôt d'exposer les problèmes de l'Afrique et s'engager eux-mêmes. Dans ce sens le but a été atteint. Maintenant c'est le suivi du programme spécial en sessions spéciales qui importe.

Afrique du Sud: Après avoir constaté que les pressions amicales ont échoué (exemple de l'humiliation de l'EPG) et en se posant la question s'il faut subir le système criminel actuel ou accepter les sanctions, la réponse lui semble évidente. Pour éviter guerre civile il n'y a plus d'autres moyens pacifiques que les sanctions. CFA a exposé notre point de vue à ce sujet et D., tout en comprenant notre position, a exprimé le désir que la Suisse utilise ses bonnes relations avec l'Afrique du Sud afin de maintenir le dialogue nécessaire. Quant à la société post-apartheid, D. affirmait qu'il ne fallait pas remplacer le

Letzte
Zeile

4 150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

racisme blanc par uns racisme noir: l'Afrique du Sud appartient à tous les peuples qui y vivent, les Blancs comme les Noirs, les Métis comme les Indiens. Seule la négociation pourra définir leur place.

3. Conflit régionaux

Conflits régionaux englobaient Sahara, Tchad, Namibie, Palestine et Iran/Irak. Tâche importante de bons offices à été confiée à M. Perez de Cuellar et M. Diouf dans le conflit saharoui. Il s'agit de discussions individuelles avec chaque partie au conflit, et d'élimination de divergences par les contacts physiques indirects.

CFA a esquissé dans le cadre des relations Est-Ouest après sommet Reagan-Gorbatchev le rôle de la Suisse à la CSCE, impasse du désarmement et nos positions relatives à endettement et sanctions.

Letzte
Zeile

4 150 000 24665

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Visite M. Roberto Carpio Nicolle (C), Vice-Président Guatemala, 20/6. à Berne

C a été reçu à sa demande par Chef Département (CFA) dans cadre voyage privé en Suisse. Entretien a porté sur Amérique Centrale, Guatemala et relations bilatérales.

1. Interlocuteurs ont exprimé désir commun renforcer liens entre les deux pays. C a annoncé prochaine réouverture Ambassade Guatemala à Berne et déclaré volonté conclure Accord protection et promotion investissements. CFA a pour sa part invité Président Cerezo à se rendre en Suisse.

2. Guatemala serait disposé à signer 'dernière' version Acte Contadora présentée 7/6 à Panama. Parlement centreaméricain sera élu au suffrage direct. Projet traité constitutif devrait être achevé dans délai trois mois.

3. Guatemala entend mener politique neutralité active et renforcer démocratie. Liberté d'expression rétablie et processus démilitarisation administration pratiquement achevé. Décision création Commission d'enquête sur disparitions, dépend pouvoir judiciaire, dont C tient à souligner l'indépendance. CICR est bienvenu au Guatemala mais réponse à son offre de services dépend

Letzte
Zeile

1 150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

également décision pouvoir judiciaire.

Pendant séjour trois jours en Suisse, C a rencontré représentants industries privées, banques et parti démocrate chrétien.

Visite M. Dante Caputo (C), Ministre argentin relations extérieures et culte 20/6 à Berne.

C et Chef Département, dont c'était troisième rencontre, se sont félicités poursuite régulière dialogue et excellence relations entre les deux pays. Entretien a porté essentiellement sur Amérique Centrale et Argentine.

1. A m é r i q u e C e n t r a l e

C est pessimiste quant à situation en Amérique Centrale. Il vient de s'entretenir longuement de la question avec MM. Schultz et Weinberger à New York. Il était également à Panama où 5ème version ''définitive'' Acte Contadora a été présentée. Pour C, deux préoccupations majeures:

a) problème politique ne peut être résolu par moyens juridiques,

Letzte
Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

et tout traité de paix est illusoire tant que problématique US/Nicaragua subsiste. Pour Etats-Unis alliance Nicaragua avec bloc communiste est innacceptable; quant au Nicaragua, il ne peut accepter propositions désarmement alors que le Congrès discute de l'aide aux Contras ou que l'Administration Reagan considère possibilité intervention directe. Les deux pays invoquent la sécurité à l'appui de leur position dont la dimension psychologique est préoccupante : obsessionnelle pour les Etats-Unis, mystique pour le Nicaragua (''les Nicaraguayens sont des curés, des poètes ou des guerilleros, mais pas des politiciens'' C dixit). Deux possibilités s'offrent aux Etats-Unis, l'intervention directe ou l'aide aux Contras. Weinberger et Schultz seraient contre l'intervention directe que soutiendrait en revanche J. Kirkpatrick.

b) usure de Contadora, dont les membres, confrontés à graves problèmes internes sont tentés de se débarrasser du problème en présentant version définitive même inopérante.

Pour Argentine, solution ''libyenne'' est tout aussi innacceptable qu'une alliance Nicaragua/bloc communiste et solution doit être recherchée dans limites droit international. Sa proposition, soutenue par Groupe d'appui: une politique de substitution des alliances qui viserait à remplacer l'association

Letzte
Zeile

1 150 000 24665	Datum: _____	Visum: _____
	Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Cuba/URSS (cette dernière verse un mio USS par jour au Nicaragua) par l'Amérique Latine. Celle-ci s'engagerait à soutenir développement Nicaragua et donnerait assurances à Washington quant à question sécurité. Pour C, il est nécessaire de concentrer les efforts pour essayer de convaincre les Etats-Unis qu'une alternative est encore possible au Nicaragua. Cette proposition à été soumise à M Schultz ainsi qu'au Nicaragua qui n'en ont pas rejeté l'idée, sans toutefois se montrer particulièrement convaincus.

2. S i t u a t i o n e n A r g e n t i n e

a) grâce au Plan Austral, l'Argentine a une monnaie et une économie qui redevient prévisible, une inflation mensuelle réduite à 3 o/o, et une croissance industrielle de plus de 4 o/o. L'effort écomomique a jusqu'ici été admirablement supporté en Argentine, mais pour combien de temps encore? Une ''démobilisation'' des Argentins aurait des conséquences graves dans toute la région. L'exemple du Pérou concernant la dette extérieure est à cet égard préoccupant.

b) L'Argentine est en train de sortir de l'épreuve des procès. La concentration des causes militaires (une trentaine de personnes seront jugées alors que des centaines d'acteurs de la répression

Letzte
Zeile

4 150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern. _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

ne seront plus inquiétés)provoque quelques turbulences. Pour la première fois en effet cette distinction est clairement ressentie. Mais d'une manière générale, sentiment de justice et désir majorité des Argentins de tourner la page sont satisfaits. c) Projet déplacement Capitale est accompagné d'une réforme constitutionnelle et surtout administrative qui prévoit administration opérationnelle minimale dans petite Capitale.

Besuch Staatssekretär Brunners in Marokko, 17.6. - 21.6.1986

Während dieses ersten bilateralen Kontakts auf hoher Ebene mit Marokko führte BRE Gespräche mit Gastgeber Sts. Cherkaoui (MAE) sowie mit AM Filali und weiteren hohen Beamten und Persönlichkeiten.

Marokkanische Position im Westsahara-Konflikt:

Die marokkanische Aussenpolitik ist weitgehend auf die internationale Anerkennung des Anspruchs auf Westsahara ausgerichtet, der mit dem Ursprung mehrerer marokkanischer Dynastien in diesem Gebiet historisch begründet wird. Das Problem entstand durch die koloniale Grenzziehung durch Frankreich und Spanien und wird heute von Algerien durch die Kreation und Unterstützung der POLISARIO politisch missbraucht (Führungsanspruch im Maghreb, Zugang zum Atlantik).

Letzte
Zeile

1 150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Laut Marokko ist die militaerische Lage seit der Errichtung der 5. Mauer gegen die algerische Grenze voellig unter Kontrolle. Marokko hat sich auf die Loesungsbemuehungen des UNO-Generalsekretars (Proximity talks in NY) eingelassen, um zu einer Vereinbarung zu gelangen, durch die Algerien das Gesicht wahren kann. Marokko akzeptiert ein Referendum auf der Grundlage des frueheren spanischen Zensus (ohne marokkanische Neusiedler, aber auch ohne die im algerischen Tindouf befindlichen angeblichen Saharaoui-Fluechtlinge). Direkte Gespraechе mit der ''Marionetten-Organisation'' POLISARIO kommen nicht in Frage.

UNHCR/Tindouf:

Erwartungsgemaess baten die marokkanischen Gespraechspartner um die Unterstuetzung der Schweiz in ihrer Kritik am HCR-Programm fuer die Fluechtlinge in Tindouf, deren Zahl von Algerien durch Nicht-Saharaouis stark aufgeblaecht worden sei. Dort sollen auch Guerillakaempfer ausgebildet werden.

Kriegsgefangene:

Marokko ist zu einem Gefangenen austausch mit Algerien (von BRE uebermitteltes IKRK-Anliegen) bereit, der jedoch auch die ca. 2000 Marokkaner in den Haenden der POLISARIO einbeziehen muss.

Naher Osten:

Fuer die Loesung des Nahost-Problems gilt es zuerst, eine Einigung des arabischen Lagers mit Hilfe einer schon lange faelligen Gipfelkonferenz anzustreben. Marokko naehert sich damit der Position der

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr.
<input type="text"/>	<input type="text" value="10"/>

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

USA, von der ohne Initiativen von gesamtarabischer Seite keine neuen Loesungsvorschlaege zu erwarten sind.

EUROPA:

Marokko bemueht sich auf verschiedenen Ebenen um eine Annaeherung an Europa, die sogar eine EG-Mitgliedschaft nicht ausschliesst. Die Beitrittsverhandlungen mit dem GATT sind im Gange (und sollen auf gewisse schweizerische Einwaende stossen). Im Europarat wuenscht sich Marokko einen Beobachterstatus wie jener Israels und erhofft sich dafuer die Unterstuetzung der Schweiz. Marokko zeigt sich jedoch von Europa eher enttaeuscht, sowohl politisch (Fehlen unabhaengiger Initiativen im Nahen Osten und im Mittelmeer) als auch wirtschaftlich (Absatzschwierigkeiten fuer Agrarexporte wegen EG-Suederweiterung).

BRE erlaeuterte die schweizerischen Positionen im Nahost-Konflikt und in der West-Sahara-Frage, unsere Politik im Ost-West-Verhaeltnis und die Haltung in der Frage der Sanktionen gegen Suedafrika.

Bilateral:

Der Schweiz kommt - u.a. wegen der franzoesischen Sprache - eine besondere Bedeutung fuer eine angestrebte Annaeherung zu Europa zu. Marokko schlaegt regelmaessige Konsultationen auf hoher MAE-Beamtenebene vor. Die von BRE vorgebrachten bilateralen Anliegen wurden insofern positiv beantwortet, als das Investitionsschutzabkommen naechstens ratifiziert werden soll. Fuer die eine 42 Mio.-Investition der Nestlé hindernden Steuerprobleme soll eine Loesung gefunden

Letzte Zeile

4 150 000 24665

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

11

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

werden. Ebenso wurde gruenes Licht fuer die Ausschoepfung des noch nicht beanspruchten Teils des Mischkredits gegeben. Die Tatsache, dass BRE nur Marokko und nicht auch Algerien besuchte, wurde mit grosser Genugtuung vermerkt.

Besuch Oliver Tambos in Bern

Der Praesident des African National Congress (ANC), Oliver Tambo, ist auf dessen Wunsch am 20.6.86 zu einem kurzen Gesprach vom Chef der Politischen Abteilung II empfangen worden. Er wurde anschliessend von Bundesrat Aubert begruesst. Tambo benuetzte die Gelegenheit, um den ANC vorzustellen und den Werdegang des organisierten politischen Widerstandes in Suedafrika darzulegen. Der Besuch, sowohl beim Departementschef wie bei Botschafter Ruegg, war im uebrigen als Hoeflichkeitsbesuch gedacht und hatte primaer informatorischen Charakter. Von Sanktionen wurde nur in allgemeinem Sinne gesprochen, indem Tambo auf eine direkte Frage von CFA mit dem Hinweis antwortete, dass eine nicht-revolutionaere Entwicklung in Suedafrika noch immer moeglich sei, vorausgesetzt, dass die westliche Welt ihren wirtschaftlichen Druck auf Suedafrika verstaerke. Die schwarze Bevoelkerung werde allerdings immer unruhiger und die verfuegbare Zeit kuerzer. Es muesse daher rasch gehandelt werden, wenn ein generelles Blutbad vermieden werden soll. Tambo formulierte kein

Letzte
Zeile

14 150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

12

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

direktes Gesuch an die Schweiz, erklarte sich jedoch interessiert an kuenftigen Kontakten des ANC mit der Schweiz. CFA hat seinerseits die Haltung der Schweiz zur Apartheid und deren wiederholte klare Verurteilung durch den Bundesrat unterstrichen.

BRUNNER.

NNNN

Letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Besuch Son Sann in Bern

Am 18.6. wurde der Premierminister der Koalitionsregierung des Demokratischen Kampuchea, Son Sann, auf dessen Wunsch vom Chef der Politischen Abteilung II zu einem 1 1/2-stündigen Gespräch empfangen. Son Sann benützte die Gelegenheit, um die Lage in Kampuchea aus seiner Sicht zu analysieren. Die von ihm gemachte Analyse wich im Grundsätzlichen nicht stark von derjenigen Vizepräsident Khieu Samphan's ab (vgl. Wochentelex 21/86). Allerdings versuchte Son Sann im einzelnen, sich und seine Getreuen einer Identifikation mit den Roten Khmers zu entziehen. Auch Son Sann sieht keine Chance für einen militärischen Sieg über Vietnam. Auch er hofft, dass Hanoi an den Verhandlungstisch gebracht werden kann. Er beklagte sich im übrigen über mangelnde Unterstützung des Auslands, insbesondere den USA, von denen er als Anti-Kommunist einen stärkeren Rückhalt zu erwarten scheint. Offensichtlich machen ihn seine politische und militärische Schwäche innerhalb der Koalition für viele zu einem wenig versprechenden Gesprächspartner.

Besuch des Chefs des Politischen Sekretariats bei seinem Kollegen Dr. Konrad Seitz, Chef des Planungsstabes im Auswärtigen Amt der BRD

Botschafter Ramseyer (RY) legt Funktion und Arbeitsweise des Politischen Sekretariats im EDA dar. Seitz (S) orientiert über das Pflichtenheft des Planungsstabes, der neben den traditionellen Aufgaben eines solchen Dienstes damit betraut ist, mögliche Fehlentwicklungen in der deutschen Aussenpolitik zu entdecken und Vorschläge zu deren Korrektur zu machen. Eine solche Fehlentwicklung liegt nach Auffassung von S in der allmählichen Schwächung der technologischen Wettbewerbsfähigkeit Westeuropas gegenüber den USA und Japan vor. Wenn keine Massnahmen ergriffen werden, sei der pazifische Raum und die USA in 15 bis 20 Jahren technologisch so weit fortgeschritten, dass ein europäisches Aufholen nur noch schwer möglich ist. Die einzigen, die das (neben den Deutschen) erkannt haben, sind die Franzosen. Die Idee zu Eureka ist denn auch in Seitzens Büro im Gespräch mit seinem Pariser Kollegen entwickelt worden. Die Begeisterung darüber hält sich im Kabinett Kohl aber in Grenzen, namentlich ist die Finanzierung noch keineswegs gesichert.

Hinsichtlich der Europapolitik betont RY das schweizerische Interesse an problemorientierten Strukturen der "geometrie variable". Die Schweiz laufe in eine gewisse Gefahr, in Europa marginalisiert zu werden. S teilt die Ansicht RYs was die Wünschbarkeit von ad-hoc-Strukturen betrifft. Er hält den Entscheidungsprozess im Brüssel der Zwölf für schwerfällig. Eine ganze Reihe von Problemen wie gerade etwa die Technologiepolitik betreffen im Grunde nur die nördlichen Mitgliedstaaten, sie müssen demzufolge in erster Linie unter diesen gelöst werden. Die Schweiz ist nach S wirtschaftlich und politisch zu stark und auch geographisch zu zentral gelegen, als dass sie befürchten müsste, nur noch als Randerscheinung in Erscheinung zu treten. Die amerikanisch-europäischen Beziehungen erfüllen S mit Sorge. Sie bedürfen intensiverer Pflege. Deshalb werden auch deutsche Parlamentarierdelegationen nach den USA reisen. Die Amerikaner sollten verstehen, dass die Bundesrepublik nicht aus den Abrüstungsverhandlungen aussteigen kann. Die UdSSR versucht, den Verteidigungskonsens in der Bundesrepublik zu unterminieren. Sie hat dabei einigen Erfolg. Bonn geht davon aus, dass die sowjetische Wirtschaft zu schwach ist, um die Rüstungsausgaben auf lange Frist aufrechtzuerhalten. Die Bundesrepublik will Stabilität, die gegenwärtige Regierung in den USA will den Gegner übertrumpfen können. SDI kann je nach Blickwinkel auch als Versuch der Wiedererlangung der strategischen Ueberlegenheit gesehen werden. Die Amerikaner wollen zurzeit keine Kompromisse eingehen. Die Einstellung zahlreicher Amerikaner, dass auf die Europäer in der Stunde der Not (Libyen, Ueberflugsrechte) kein Verlass ist, ist für die europäisch-amerikanischen Regierungsbeziehungen katastrophal. Es muss viel nachgedacht werden. Die USA verändern sich in ihrem Charakter durch die Hispanisierung und die asiatische Immigration. Südkorea wird im Jahre 2000 ein anderes Japan sein.

Japan will zur Milderung des Handelsungleichgewichtsproblems die japanischen Unternehmen stärker mit den amerikanischen verzahnen. Diese transpazifische Unternehmensintegration wird die europäischen Unternehmen weiter benachteiligen. Was passiert mit Airbus, wenn Boeing mit den Japanern zusammenarbeitet ?

Die jetzige Bundesregierung will gegenüber Südafrika keine Wirtschaftssanktionen ergreifen. Es muss aber auch genau beobachtet werden, was Grossbritannien tut. Aehnlich wie das Nahostproblem ist die Südafrikafrage im Grunde genommen unlösbar, und die Europäer täten vielleicht gut daran, damit leben zu lernen.

M. William H. Draper III, nouvel administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a fait le 19 juin une visite de travail à Berne. Il a été reçu par le Chef du Département puis a participé à une séance présidée par M. le Directeur F. Staehelin, à laquelle assistait également M. l'Ambassadeur F. Muheim, Directeur des Organisations internationales. La visite a eu pour objectif une prise de contact et un échange d'informations. M. le Conseiller fédéral Aubert et M. Staehelin ont rappelé l'importance considérable que la Suisse accordait au PNUD, qui est l'organe central de financement et de coordination de l'assistance technique du Système des Nations Unies. Cette coopération technique est ensuite mise en oeuvre par les organisations spécialisées comme la FAO, l'OMS, l'OIT etc. Les entretiens ont porté sur le soutien financier que la Suisse accordait au PNUD (en 1986, 46,6 mio. de francs, soit environ 3 % du total) et entendait accorder à l'avenir au PNUD. Les entretiens ont également porté sur les efforts appréciables que le PNUD a consenti au cours des dernières années pour améliorer la qualité de ses programmes et pour renforcer son rôle de coordination des aides, non seulement dans le domaine multilatéral mais également des aides bilatérales, et ceci en étroite coopération avec la Banque Mondiale. L'expérience faite d'une participation de la Suisse à l'évaluation d'un programme du PNUD, au Niger, s'est révélée très fructueuse. Cette évaluation servira de base à des discussions réunissant tous les représentants résidents du PNUD en Afrique.

Konsultationen staatssekretaer sommaruga in wien.

am 20.6. fuehrte so gespraech mit oesterreichischen hohen beamten aussen- und handelsministerium (sowie Bundeskammer) ueber integrations- und welthandelspolitische sowie bilaterale handelsfragen. wurde auch fuer ausfuehrliche unterredung von neuem aussenminister jankowitsch empfangen.

1. im mittelpunkt konsultationen stand frage, wie sich eine gestaltende mitwirkung am europaeischen integrationsprozess fuer laender wie schweiz und oesterreich in zukunft verwirklichen laesst - angesichts eg der zwoelf, die nicht nur geographisch zum koloss geworden ist, sondern sowohl aussenpolitisch wie auch integrationspolitisch wesentlich selbst-

bewusster auftritt als noch vor wenigen jahren - integrationspolitisch namentlich mit dem festen ziel der vollendung des binnenmarktes, das auch fuer efta-laender seine auswirkungen zeitigen wird.

uebereinstimmung ergab sich in der einschaeztung der lage, dass von der eg in zukunft weitere integrationsfortschritte zu erwarten sind und dass sich der rechtssetzungsprozess innerhalb der eg mehr und mehr auch auf efta-laender so auswirken wird, dass diese in bestimmten faellen sich praktisch genoetigt sehen, eg-recht quote autonom nachzuvollziehen unquote.

in der frage, wie wir dieser herausforderung begegnen sind sich beide seiten einig, dass eine grundlegende aenderung des institutionellen verhaeltnisses zur eg (in richtung vollbeitritt) fuer beide laender nicht in frage kommt. die oesterreicher gehen davon aus, dass jeder schritt in diese richtung von der sowjetunion als verstoss des im staatsvertrag verankerten anschlussverbotes ausgelegt wuerde.

mithin bleibt als wichtigstes instrument zur durchsetzung unserer interessen die intensivierung des fruenzeitigen dialoges mit der eg. auch hier sind sich oesterreichische und schweizerische gespraechspartner einig, dass dieser dialog je nach sachgebiet auf technischer ebene zwar spielt, dass auf politische ebene der dialog hingegen nicht nur verstaerkt, sondern auch strukturiert gefuehrt werden muesste.

nuanciertere auffassungen ergeben sich in der frage, wie in sachlicher hinsicht weitere integrationsfortschritte mit der eg zu erzielen sind. waehrend man auf seite der oesterreicher einem quote package deal unquote das wort redet, der erfolgsversprechender sei als einzelansaetze, hat schweizerische seite skepsis vorgetragen - einmal angesichts der doch oft divergierenden interessen unter efta-laendern, aber auch weil mit der eg in kleinen schritten meistens weiter zu kommen ist.

schweizerische skepsis ruft auch die auffassung der oesterreicher auf den plan, wir sollten in multilateralen gremien nach moeglichkeit eg-standpunkte unterstuetzen, um uns so goodwill fuer eigene begehren gegenueber der eg zu schaffen. wir halten es als langfristig erfolgsversprechender, in solchen gremien ein klares aussenwirtschaftliches profil zu zeigen und so in unserer haltung nach aussen als berechenbar und offen zu erscheinen.

2. bezueglic neuer gatt-runde gehen die oesterreichischen gespraechspartner mit uns einig, dass als wichtigste vorbedingung eine standstill-erklaerung von allen beteiligten staaten zu fordern ist, ueber deren interpretation einigkeit herrschen muss und deren einhaltung international zu ueberwachen ist. was den fraglichen beitritt der sowjetunion zum gatt betrifft, so gehen die oesterreicher mit uns einig, dass ein vollbeitritt fuer dieses nichtmarktwirtschaftliche land nicht in frage kommen sollte. hingegen sehen sich oesterreicher wachsendem druck der sowjets ausgesetzt, zuzustimmen, ihnen im gatt beobachterstatus einzuraeumen. unterzeichneter warnte vor solcher entwicklung, da der beobachter-status ja bloss wartestatus fuer einen vollbeitritt ist.

Fonds de rétablissement du Conseil de l'Europe : Comité de direction et Conseil d'administration ont tenu, du 9 au 13 juin 1986 à Thessalonique (Grèce), réunion conjointe annuelle.

Discussion a principalement servi à premier échange de vues sur nouvelle augmentation du capital du Fonds, dans le cadre de la programmation financière 1987 - 1991. Cette augmentation s'avère nécessaire pour faire face au stock des demandes de prêts de la part des pays européens moins développés (le total des projets en attente de financement s'élevait, au 31.12.85, à 1,5 milliards de dollars) et à risques encourus par l'association récente de la Yougoslavie au Fonds. Nouvelle augmentation du capital doit notamment permettre de renforcer la confiance des marchés financiers, eu égard au ratio d'endettement exceptionnel du Fonds de 15 (au 31.12.85, les montants en instance de financement et nouvellement approuvés s'élevaient à 2,8 milliards de dollars, alors que les moyens propres étaient seulement de 240 millions de dollars). Suisse s'est prononcée en faveur d'une augmentation de sa contribution au capital du Fonds, qui doit être comprise comme un geste de solidarité européenne; il doit cependant s'agir d'une augmentation prudente, qui doit être accompagnée d'une phase de consolidation des opérations du Fonds (financements en moyenne de 700 millions de dollars par an au cours des 5 prochaines années).

Réunion a par ailleurs permis de visiter certaines parties de 2 projets financés par le Fonds : un projet de reboisement et de protection de la forêt (25'000 ha), y compris 4 centres de formation professionnelle et des zones de récréation; et un réseau d'une centaine de centres pour personnes âgées et de crèches pour enfants.

Entrée en vigueur de la Convention EUMETSAT

La Suisse, agissant en tant qu'Etat dépositaire de la Convention portant création d'une Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques "EUMETSAT", a convoqué le 18 juin à Paris, au siège de l'Agence spatiale européenne, une conférence intergouvernementale réunissant ceux des signataires qui avaient déjà ratifié ladite convention. Celle-ci, en effet, n'avait pu entrer en vigueur dans les délais prévus en raison du retard que plusieurs pays avaient pris dans leur procédure de ratification. Nonobstant ces retards, la conférence était appelée à décider de l'entrée en vigueur de la convention.

Présidés par le chef de la délégation suisse, M. André Junod, directeur de l'Institut suisse de météorologie, les travaux de la conférence ont été grandement facilités par le dépôt de l'instrument de ratification italien la veille de la conférence. La couverture financière du programme opérationnel européen de météorologie par satellites (du type Météosat) était ainsi presque entièrement assurée (plus de 85 pour cent du total). La conférence a donc décidé l'entrée en vigueur de la Convention EUMETSAT avec effet au 19 juin laissant au Conseil de cette nouvelle organisation européenne, organe dont c'est le rôle, le soin de régler les questions pendantes telles que le choix du siège, la nomination du directeur et le financement des 15 pour cent manquant.

Groupe Nord/Sud de l'OCDE

La réunion de Groupe de l'OCDE sur les questions économiques Nord/Sud (18 - 19 juin) s'est inscrite dans le contexte des négociations en cours à Genève sur l'ordre du jour de la CNUCED VII prévue en 1987. La question principale qui se posait aux participants était celle de la manière d'utiliser au mieux la CNUCED pour renforcer les PED dans leur nouveau réalisme et les y aider de la part des pays de l'OCDE.

Les participants ont reconnu que l'amélioration de la situation économique internationale et le resserrement de la concertation

entre les pays de l'OCDE offraient des perspectives plus favorables de dialogue avec les PED qui, de leur côté, jouissent d'un processus de développement relativement soutenu (Asie) ou procèdent à un réajustement de leurs politiques économiques (en Afrique et en Amérique latine).

Toutefois, plusieurs remarques (dont celles de l'Amb. Roethlisberger au nom de la Suisse) ont été faites au sujet de la précarité de ces évolutions dans les PED et de la nécessité pour nos pays de les renforcer.

Le coordinateur du Groupe B à Genève (Amb. Girard) a décrit l'état des discussions sur l'ordre du jour de la CNUCED VII. Il apparaît que les perspectives d'un accord à ce sujet lors de la prochaine session du Conseil sont assez bonnes

Beschlüsse des Bundesrates vom 26.2.86 betreffend Erhöhung des Heizöl- und Erdgaszoll und der Erhebung der WUST auf dem Treibstoffzollzuschlag

Wir haben Sie mit Wochentelex 10/86 vom 3.3.86 über diese Beschlüsse orientiert.

Das Parlament hat sich in der laufenden Sommer-Session mit der Erhöhung des Heizöl- und Erdgaszoll befassen. Beide Kammern haben es abgelehnt auf die Vorlage einzutreten (NR am 2.6.86 mit 101 zu 81 und SR am 10.6.86 mit 23 zu 17 Stimmen). Dies nachdem die vorberatenden Kommissionen beider Kammern Nichteintreten beantragt hatten.

Durch diesen Entscheid des Parlamentes gelten ab 11.6.86 wieder die alten Zollansätze, d.h. auf Heizölen Fr. -.30 und auf Erdgas Fr. -.10 je 100 kg brutto.

Nicht berührt von diesem Entscheid wird die Erhebung der WUST auf dem Treibstoffzollzuschlag (rund 90 Mio SFr. oder 2 Rp/ltr). Sie liegt in der Kompetenz des Bundesrates.

BRUNNER.

1.A.22.14.7.3. - BIC/is

Interne Verteilerliste

Betrifft: **Wochentelex 26/86** Vertraulich

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard	JL
	Herr Erard	ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz	MA
	Herr Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
	Herr Speck	SPE
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz	FA
	Herr Faivet	FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca	PIA
	Herr Wyss	WS
	Herr Fetscherin (KSZE)	FN
	Herr Faessler	FCH
	Herr de Dardel	DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Rüegg	RUE
	Herr Blickenstorfer	BLI
	Herr Strauch	STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler	GH
	Herr Flückiger	FK
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim	MF
	Minister Staehelin	SIN
	Minister Lautenberg	LA
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Herr Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Ruf	WER IND RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Trinkler	TK
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Robert	RO
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr Pasquier	PA
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
30 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den

24. Juni 1986

Informations- und Pressedienst

i.A.22.14.7.3. - BIC/is

sa 24. Juni 86 12,

V E R S A N D L I S T E

Betrifft: Wochentelex 26/86 Vertraulich

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	
		Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong	97 Vertretungen
Mailand	+ 5 Generalkonsulate
München	
New York	102 total
Frankfurt	=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Informations- und Pressedienst

Bern, den 24. Juni 1986

VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - BIC/Is

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 26/86

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- | | | |
|-------------------------|-----------------------|--------------------|
| * - Algier | - Lagos | - Peking |
| - Ankara | - Lissabon | - Prag |
| - Bagdad | - London | - Pretoria |
| - Bangkok | - Luxemburg | - Rabat |
| - Beirut | - Madrid | - Riad |
| - Brasilia | - Mexiko | - Rom |
| - Brüssel | - Moskau | - Santiago |
| - (Botschaft + Mission) | - Nairobi | - Stockholm |
| - Budapest | - New Delhi | - Strassburg Repr. |
| - Buenos Aires | - New York/Swissobser | - Teheran |
| - Canberra | - Ottawa | - Tel Aviv |
| - Caracas | - Oslo | - Tokio |
| - Dar es Salaam | - Paris (auch OECD) | - Warschau |
| - Den Haag | | - Washington |
| - Dublin | | - Wien |
| - Helsinki | | |
| - Jakarta | | |
| - Kairo | | |
| *- Addis Abeba | | |
| *- Athènes | | |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.